

LA CRISE

AFFECTE LES FEMMES EN PARTICULIER

La crise entraîne une baisse du « pouvoir d'achat ». Les conséquences de la crise vont toucher de plein fouet les personnes aux revenus les plus faibles et donc forcément les femmes. Les femmes touchent déjà en moyenne un salaire moindre que les hommes, en Europe, la différence est de 29,2 %. Les prix des produits de première nécessité, dont l'alimentation et les services de santé et d'éducation, eux, ne vont pas baisser. Ce sont les femmes qui, une fois de plus, devront jouer la « conciliation » entre les différentes dépenses. Elles consacrent en général en priorité le budget pour l'alimentation, mais également pour la santé et l'éducation des enfants. Cela a un impact direct sur leur santé physique et morale : elles vont manger moins et/ou moins bien, s'abstenir de soins préventifs et palliatifs, sans parler des privations sur les événements culturels, sociaux, les lectures, etc... C'est la glissade vers la précarité, car la précarité, c'est bel et bien la difficulté de répondre aux besoins basiques

Aujourd'hui, la crise se traduit par des conséquences sur l'emploi. En témoignent les licenciements et campagnes de chômage technique massif. Les premiers emplois sur la sellette sont les emplois précaires et peu qualifiés qui sont à 80 % des emplois occupés par les femmes.

La crise sert aujourd'hui de prétexte à plus de compression sur le coût de la main d'œuvre, pour que la rentabilité et la productivité ne baissent pas. Le droit du travail est donc en première ligne : baisse des salaires - et ceux des femmes sont déjà généralement plus faibles, baisse de la qualité des emplois. Ici aussi les femmes sont plus enclines à accepter des emplois précaires à cause de la contrainte de conciliation, « flexibilisation » des horaires, car elles sont toujours prises entre la garde des

enfants, les travaux domestiques, et le travail, etc...

Un autre mécanisme fait peser les conséquences de la crise sur les femmes : la dette. Les pays européens et les États-Unis ont décidé de verser des capitaux pour sauver les banques et éviter que la crise ne se propage aux autres secteurs de l'économie. Ce sauvetage des banques va augmenter les ressources budgétaires consacrées par l'État à l'économie (plan de sauvetage, plan de relance) et surtout fera fortement augmenter la dette publique. Les ajustements structurels drastiques sont montrés comme incontournables. Les dépenses supplémentaires pour relancer l'économie entraînent des coupes budgétaires et donc une diminution des services publics élémentaires : transports, santé, éducation, aide sociale, etc... Et quand l'État ne fait pas face, ce sont les femmes qui assurent ces services : le soin des personnes malades ou âgées de la famille, l'éducation des enfants, le transport des personnes et des biens, etc...

Paradoxalement, quand l'État social se délite et ne prend plus en charge le bien-être de sa population, ce sont encore elles qui maintiennent la cohésion sociale en assurant gratuitement les services qui ont disparu. En ces temps de rupture rien de nouveau : le capitalisme s'appuie sur le patriarcat, comme sur tous les systèmes d'inégalités établis. Les femmes, poussées par les stéréotypes sexistes, prennent la relève. Ainsi un des aspects de la crise est la crise du modèle de reproduction sociale basée sur la division sexuelle du travail, qui attribue aux hommes un travail productif (la production de marchandises) et aux femmes un travail reproductif (le soin aux personnes), en plus d'établir une hiérarchie où le travail productif est plus important que le travail reproductif. Cette situation d'ex-

ploitation stimule la migration internationale des femmes vers les pays du Nord qui viennent accomplir à très bas prix le travail de reproduction sociale.

D'autre part, avec la crise, on voit se développer une pensée ultra - conservatrice qui a remis à l'ordre du jour l'éloge de la famille patriarcale et l'accusation des femmes d'être responsables des problèmes sociaux (y compris le chômage masculin). Nous observons une offensive de la part des secteurs religieux conservateurs qui s'opposent aux droits légitimes des femmes et à la lutte qu'elles mènent pour les défendre. Ces groupes exercent des pressions non seulement de l'extérieur, mais sont également présents de manière très organisée dans le pouvoir d'État (législatif, exécutif et judiciaire) et les institutions. Cela est visible, par exemple, dans l'offensive des milieux chrétiens contre les droits sexuels et reproductifs ou dans celle des extrémistes musulmans contre l'approbation et la mise en pratique des codes de la famille qui reconnaissent que les femmes sont sur un pied d'égalité avec les hommes.

Enfin le néolibéralisme colonise la femme comme la terre. Il y a de nombreux points communs entre les stratégies des entreprises et le discours de l'appropriation / domination de la nature, des territoires et des corps des femmes. Il y a un parallélisme entre l'utilisation de la nature et du temps des femmes : ils semblent inépuisables et flexibles en servant à maintenir les marges de profits stables et imperméables aux effets des crises cycliques du capitalisme.

Quelle cohésion sur le dos des femmes !

Mais un symbole peut venir au secours de notre imagination : l'idéogramme chinois pour « crise » rassemble les signes pour « grands dangers » et « grandes opportunités ». À nous d'utiliser les opportunités qu'offre cette crise pour penser des modèles de développement socialement justes et écologiquement durables qui profitent enfin à toutes et tous !

Françoise Maquin

Inspiré de l'article de Abaix l'Estaca site du CADTM et de textes de la MMF.

Caféministes

« LE LANGAGE DES JOUETS »

On peut se demander pourquoi en 2011, une inégalité notoire entre les Hommes et les Femmes est toujours d'actualité ? Comment cette inégalité se construit-elle encore de nos jours ? Une piste : réfléchir aux jouets que l'on propose aux enfants et, à travers cela, à l'éducation qu'on leur donne. Peut-on parler de discrimination sexiste à travers les jouets des enfants ?

Samedi 5 novembre : le langage des jouets de 16 h à 17 h 30 suivi d'une table ronde, salle des fêtes de Venterol (près de Nyons). Toute une journée d'animation autour des jouets à partir de 10 h (foire aux jouets, jeux, restauration...)

Jeudi 17 novembre : le langage des jouets dans le cadre des Apéro café à la MJC Robert Martin à Romans à 18 h 30.

<http://lecafe-ministe.blogspot.com/>